

30 juin 2022

EuroCité,
12 Cité Malesherbes,
75009, PARIS
secretariat@eurocite.eu
www.eurocite.eu

« Nous, Présidentes » : Des engagements forts en faveur d'une transition écologique juste et solidaire, entre secteurs et pays de l'UE

Propos recueillis auprès de Madame Lucile Schmid

Vice-présidente en charge des relations universitaires et de la rubrique « Décryptage » au sein du think tank La Fabrique Écologique

Dans quels domaines les efforts doivent-ils être concentrés concernant les politiques européennes type Green Deal par exemple ?

Lucile Schmid : *« Je dirais spontanément que l'agriculture est une question centrale à situer sur le même plan que l'énergie. La PAC qui vient d'être renégociée peut être un outil et un cadre. Même si cette négociation récente est frustrante. Certes le verdissement a été réaffirmé mais avec une forme de renationalisation de la PAC, c'est-à-dire que chaque État pourra mener ce verdissement à sa manière, pour adapter donc les transformations aux enjeux spécifiques de son territoire. On sait aussi que pour la France, réformer la PAC en ce sens c'est difficile parce qu'elle bénéficie structurellement, historiquement, de la PAC dont elle a été une des grandes fondatrices. On sait également que du fait de la guerre en Ukraine, la question de la productivité agricole a repris de l'importance alors que la crise alimentaire menace. C'est notamment un argument qui est avancé pour dire qu'on ne peut pas aller aussi vite que ce qui était prévu sur le Green Deal. Et pourtant la transformation agricole est essentielle pour donner corps à un projet de société écologique.*

Deuxième sujet l'énergie. Notamment parce que l'on a élevé l'ambition de décarbonation avec le principe de neutralité., L'objectif pour 2030 est la réduction de 55 % des gaz à effet de serre. Mais là il n'y a pas de politique énergétique commune, la situation des États est extrêmement différente. Du coup, comment est-ce possible de mettre en place cette politique ? Tout d'abord, il y a la mise en place d'une taxe carbone aux frontières. Mais aussi l'extension du marché carbone à des secteurs aujourd'hui exonérés (comme le bâtiment et les transports).

Une autre priorité serait également de renforcer la démocratie sur l'écologie à l'échelle européenne, puisqu'on sait très bien que c'est le Parlement européen qui est, avec la Commission, l'instance la plus motrice. Il est crucial de rendre visible pour les citoyens de tous les pays européens, ce qui est fait avec le Green Deal. S'il y a une mobilisation de la société civile, ça peut renforcer sa portée politique et sans doute que la Commission et le Parlement européen en auront besoin face aux difficultés prévisibles à obtenir des positions communes des Etats membres. »

Quels leviers voyez-vous pour une meilleure solidarité entre les États-membres ? Est-ce que c'est réaliste ? Comment est-ce que la France pourrait favoriser cette solidarité sur ces secteurs ?

L.S. : *« On voit bien que, par exemple, sur la PAC, la réduction des émissions de l'agriculture est pratiquement inexistante. Des efforts ont été faits, mais les blocages sont réels car c'est à la fois un sujet social alors qu'un tiers des agriculteurs français ont des revenus équivalents au RSA, un sujet de transformation de notre vision économique - exportations comme productivité- et une question de transition environnementale. Toute la question est donc de savoir comment est-ce qu'on peut*

adosser ça à une forme de transition socialement juste alors que pour l'instant, on l'a plutôt pensé du côté industriel et peut être pas suffisamment explicité du point de vue agricole.

Au moment de la discussion sur la nouvelle PAC, il y avait eu des propositions du groupe écologiste notamment, sur l'idée de modifier la logique du système de subventions – les adosser au nombre de personnes travaillant sur les exploitations et non plus à la taille des exploitations. La question de comment on maintient et on crée les emplois dans l'agriculture est devant nous et si on remet en cause une forme d'agriculture productive, s'il y a moins d'engrais, cela signifie plus d'activités humaines mais aussi plus d'innovations technologiques. On a toute cette discussion sur le nouvel équilibre à trouver entre innovations technologiques et activités humaines, en lien avec le verdissement de l'agriculture. C'est bien un nouveau système qui doit émerger et non la seule addition de démarches individuelles.

On a aussi besoin sur la PAC que l'évaluation de l'utilisation des subventions soit réellement renforcée. On sait que des évaluations ont été menées, en particulier par la Cour des comptes européenne et qu'elle démontre que parfois, les subventions ne sont pas utilisées à bon escient, notamment dans certains pays de l'Est de l'Europe. Donc, comment est-ce qu'on peut faire pour veiller à ce que les subventions ne soient pas détournées, qu'il n'y ait pas un problème de corruption ? Le sujet du financement de la transition est essentiel et on sait que la PAC est la première politique en termes de consommation des ressources budgétaires.

Sur la solidarité énergétique, ce qui est compliqué, c'est le fait qu'on ait des modèles nationaux avec des dépendances par rapport au gaz russe. Sans doute que la taxonomie verte¹ était conçue comme une manière de créer un outil qui aurait permis une espèce de convergence des systèmes. Mais de fait, avec l'approbation du gaz et du nucléaire, en fait, on n'organise pas la convergence. On organise au contraire la possibilité que chacun puisse verdir à sa manière et par ailleurs le débat a rebondi sur le fait de considérer le nucléaire comme une énergie verte. L'important, c'est le rattrapage sur le renouvelable car il peut amener une forme de convergence.

L'essentiel est évidemment de penser concrètement la sobriété. Là aussi des convergences peuvent émerger par exemple sur la rénovation thermique des bâtiments, sur un adossement des différentes échelles entre l'échelle locale, nationale et européenne. Ça me semble être aussi un élément essentiel, sachant que là encore, l'enjeu de transition juste comme on le disait sur l'agriculture, est fondamental et suppose un adossement à une politique de réduction des inégalités.

Donc, sur l'énergie, sur l'agriculture, l'objectif devrait être au fond d'envisager une Europe sociale par l'entrée dans des secteurs fondamentaux. Il ne s'agit plus de discours généraux mais la question se pose évidemment d'une façon cruciale. Créer des mécanismes de transition juste, c'est

¹ Il s'agit de la classification standardisée des activités économiques contribuant aux objectifs environnementaux, selon des critères scientifiques, adoptée avec le Green Deal.

aussi une manière de donner une place à l'Europe sociale. »

En lien avec l'Europe sociale, selon vous, est-ce que ça passe par ces mécanismes de transition juste ? Est-ce qu'on a besoin de nouveaux outils, comme la planification ? Est-ce que c'est au niveau de l'Union européenne que l'on doit revoir ces outils qui viennent finalement presque d'être adoptés ?

L.S. : « Je pense que ces enjeux de planification sont importants pour installer une vision de long terme. À partir du moment où on dit 2050, on a un horizon. Mais comment aboutit-on à cette neutralité carbone en 2050 ? Ce que j'observe, c'est qu'on a déjà des formes de programmation au niveau européen. Vous savez, la PAC, l'innovation, la recherche sont programmées. On a également un vrai sujet sur le fait de dépenser justement et concrètement les fonds qui sont programmés. Donc, je pense que s'il doit y avoir planification, je le verrai plutôt à l'échelle des États et des régions, avec sans doute une espèce de jeu autour des différentes échelles. Mais je vois assez mal une décision prise par le Parlement européen disant « on va faire une planification écologique ». Le risque serait de dire les choses conceptuellement et que ça ne débouche pas sur une pratique. Déjà au niveau français, il n'est pas évident de comprendre comment ça va se passer. Parce que, en tout cas, ça implique des méthodes de coopération assez inédites entre les municipalités, les régions et l'État. Or on voit bien, dans l'actualité à l'occasion des élections, que la question de la coopération trans-partisane est un sujet compliqué.

En revanche qu'en France, la proposition, à l'origine portée par la gauche radicale de planification écologique, soit devenue transpartisane dans la campagne, je trouve cela intéressant. Mais il est nécessaire d'avoir la bonne méthode de ne pas rester stricto sensu dans une approche économique, de ne pas négliger l'enjeu social. »

Est-ce qu'on peut imaginer que la France ait un rôle justement sur cette remise à l'agenda de la réduction des inégalités sociales en lien avec la transition écologique ?

L.S. : « D'après le Président de la République, la vision pour le nouveau mandat c'est la transition écologique. Donc, on voit bien qu'il y a un sujet de leadership, d'expérimentation. Est-ce qu'on peut imaginer que la France puisse devenir un pays leader et expérimentateur dans le mandat qui vient ? Pourquoi pas. C'est un pays qui a déjà mis en œuvre une planification du commissariat général au Plan. La Première ministre est explicitement en charge de la planification écologique. Par ailleurs, Emmanuel Macron est revenu sur l'idée d'avoir une Europe, où certains montreraient l'exemple. Donc je pense que c'est plutôt en ce sens qu'on peut imaginer les choses. Est-ce que, par ailleurs, il faut imaginer un axe fort franco-allemand là-dessus ? Ça peut aussi avoir un sens puisque les Verts sont le deuxième parti de la coalition au pouvoir. C'est aussi pour Elisabeth Borne une manière de donner une réalité à l'affiliation à gauche dont elle se réclame. La planification écologique doit être

adossée à un projet de justice sociale. »

Comment voyez-vous la place de l'Union européenne dans la diplomatie climatique ?

L.S. : « L'Union européenne est arrivée à la COP 26 avec son paquet « fit for 55 » et c'était un élément de référence par rapport à l'ambition à porter sur l'accord sur la neutralité carbone à 2050. Mais, j'ai été frappée par le fait qu'elle ait été peu sur le devant de la scène à Glasgow. Pourtant, elle avait une contribution de référence, particulièrement avec la mise en place de la taxe carbone aux frontières. C'est un outil intéressant car il est à la fois de protection et offensif, il affiche un rapport de force vis-à-vis des autres puissances, notamment de la Chine et des États-Unis. Et la question, évidemment, c'est qu'on ne peut pas imaginer une diplomatie climatique européenne qui soit seulement portée par Josep Borrell ou par Ursula Von Der Leyen. Une diplomatie européenne implique une coordination entre l'exécutif européen et les grandes puissances européennes qui seraient vertes, et dont on peut imaginer que ça soit la France et l'Allemagne.

Concernant la diplomatie climatique de l'Union européenne, il y a à la fois les enjeux de diplomatie externe, et l'union interne. Le fait que l'Union européenne vive en interne, des débats entre des puissances ou des pays est un atout. Ainsi, si elle arrive à résoudre ces conflits internes et à discuter sur la transition juste, elle peut avoir une puissance climatique plus légitime que d'autres pays. Il se peut que nous ayons des mécanismes de résolution, des conflits, des possibilités d'outils que n'ont pas forcément les autres puissances comme les États-Unis et la Chine.

Un autre enjeu est également de savoir comment faire une médiation entre le Nord et le Sud. La dernière COP a été très décevante sur ce sujet. Il y a 20 millions de personnes qui sont menacées de mourir de faim, il y a une accélération du manque d'eau, de l'élévation des chaleurs, etc. et l'Union européenne a besoin de jouer les médiatrices sur ces sujets. Alors comment est-ce qu'on peut le faire en termes de financement ? Comment peut-on décider les autres puissances ? L'Europe ne peut pas être seulement une grande puissance occidentale. Elle doit être aussi une puissance de médiation.»

Propos recueillis par Sabine Cardona et Simon Le Liboux

Think tank européen de gauche, EuroCité se donne pour but de contribuer au développement d'une vision et d'un programme progressistes pour l'Europe, par le biais de publications de qualité et d'évènements fédérateurs. EuroCité se veut un laboratoire du militantisme européen et un incubateur d'idées pluri-national, jeune et dynamique.